

Le conseil d'état suspend la réforme de l'assurance chômage, une première étape, avant son retrait total !



Le gouvernement vient de prendre une gifle,

lui qui voulait faire les poches des précaires pour continuer à gaver les riches. Le Conseil d'État vient de retoquer les nouvelles règles de calcul de l'assurance chômage qui allait baisser les indemnités de plus d'1 million de demandeurs d'emploi.

Le conseil d'État suspend donc la réforme de l'assurance chômage !

Première étape après des mois de lutte contre cette attaque d'ampleur contre les privés d'emploi. Ce n'est qu'une première étape, le gouvernement ne désarmera pas et si le référé du conseil d'état a été rendu en notre faveur il ne parle que de suspension de la mesure, pas de son retrait total.

En effet, l'institution de contrôle de l'action du gouvernement a jugé que cette mesure, si elle était appliquée «pénalisera de manière significative les salariés de nombreux secteurs, qui subissent plus qu'ils ne choisissent l'alternance entre périodes de travail et périodes d'inactivité».

Elle fonde également son jugement sur la fragilité de la situation économique, arguant que « de nombreuses incertitudes subsistent quant à l'évolution de la crise sanitaire et ses conséquences économiques sur la situation de celles des entreprises qui recourent largement aux contrats courts pour répondre à des besoins temporaires».

La politique de ce gouvernement consiste à s'attaquer aux précaires au lieu de s'attaquer aux entreprises qui ont justement recours aux contrats précaires.

Plus de 140 milliards d'aides ont été octroyées aux entreprises, sans aucune contrepartie, cela ne peut plus durer. La situation de l'emploi est plus que préoccupante, les contrats courts se multiplient, les suppressions d'emplois se poursuivent, l'ubérisation est en marche, à l'instar d'un parti présidentiel fantôme qui n'a aucun ancrage dans la situation réelle du pays.

Cette réforme de la honte a été suspendue,

une autre se profile à l'horizon, LA réforme selon Macron et la commission européenne, celle des retraites. Ils n'en resteront pas là et cette première étape ne doit pas conduire à relâcher notre vigilance. Nous avons gagné du temps, des mois précieux pour préserver les indemnités des salariés privés d'emploi, mais rien n'est acquis et sous d'autres formes, mais toujours avec la même logique implacable, ces mesures referont très vite leur apparition.

Aujourd'hui réjouissons-nous de ce camouflet pour ce gouvernement et de la victoire que constitue cette première suspension de cette réforme de la honte. Mais soyons vigilants !

Renforçons les luttes, nous allons gagner, avec la mobilisation de toutes et de tous.

Non à la réforme de l'assurance chômage, non à la réforme des retraites, non à la casse sociale !

Pas de suspension mais un retrait total !

Gagnons une revalorisation des indemnités, un emploi pour tous et une protection sociale universelle et solidaire !